

Revue de presse 1<sup>er</sup> au 30 juillet 2021



# **Table des matières**

WISSION INClUSION	ర
Un coup de pouce pour Le Détour	4
Voix Pop Sud-Ouest – 2021-07-14 – p. 3	4
Champs d'action au Québec	
Vers une communauté nourricière à Granby	7
La Voix de l'Est – 2021-07-08	-
Projet d'un nouveau toit pour 30 ménages au centre-ville	8
Granby Express – 2021-07-14 – p. 6	_
Hausse de loyer de 222 %: une facture salée menace des organismes	10
Le Journal de Montréal – 2021-07-17	_
Un grand projet commun de jardins dans quatre villages de La Matanie	12
L'Avantage gaspésien – 2021-07-21 – p. 1, 6	
Un réseau d'éclaireurs pour la santé mentale	14
Métro – 2021-07-23	
Une récolte engagée pour revaloriser les invendus du marché Jean Talon	16
Métro – 2021-07-26	16
Itinérance: un road-trip pour permettre la réinsertion sociale	17
24 Heures – 2021-07-27	17
Quartiers centraux de Québec: ramasser des seringues pour redonner au suiva	
Le Journal de Québec – 2021-07-281	18
Champs d'action à l'international	20
Des milliers de vies peuvent être sauvées en améliorant les	
hydrométéorologiques	21
Radio-Canada – 2021-07-082	
La diffusion d'une sextape mobilise au Cameroun contre le sexisme et les viole	
Notre temps – 2021-07-10	
Sous le couvert de la pandémie, l'autoritarisme gagne du terrain	25
Le Soleil – 2021-07-19	
Haïti n'est ni un cauchemar ni une carte postale	28
Le Monde – 2021-07-23 – p. 35	
L'ONU «extrêmement préoccupée» par la situation humanitaire au Tigré	32
Le Devoir – 2021-07-23	32
Actualité à surveiller	34
Rien à signaler	35



**Mission inclusion** 



### Un coup de pouce pour Le Détour

Voix Pop Sud-Ouest - 2021-07-14 - p. 3



L'épicerie autogérée Le Détour dans Pointe-Saint-Charles a de nouveau obtenu un appui financier de Mission Inclusion (anciennement L'OEuvre Léger).

Un montant de 30 000\$a été remis à l'organisme à but non lucratif du Sud-Ouest afin de soutenir sa mission dans le domaine alimentaire. Une aide qui s'ajoute aux 60 000\$accordés par Mission Inclusion au cours des trois dernières années. Ce financement a notamment permis au Détour de développer de nouveaux services pour s'adapter à la pandémie, fait valoir Mission Inclusion.

Installée depuis 2018 dans le Bâtiment 7, Le Détour déménagera l'an prochain, mais en restant dans le même immeuble. L'épicerie se retrouvera dans un plus grand local afin de bonifier son offre alimentaire.

Pour mieux opérer sa nouvelle surface, l'organisme souhaite également augmenter le nombre de membres résidents dans le quartier, mais aussi ailleurs dans le Sud-Ouest et sur l'île de Montréal.



Le fonctionnement de l'épicerie autogérée est que chacun des 260 membres actuels donne environ trois heures de travail bénévole toutes les quatre semaines. Ils paient leur épicerie environ 15% moins cher que les clients qui sont nonmembres. MÉTRO



Champs d'action au Québec



### Vers une communauté nourricière à Granby

La Voix de l'Est - 2021-07-08

Par : Marie-France Létorneau

https://www.lavoixdelest.ca/actualites/vers-une-communaute-nourriciere-a-granby-b43f7f291984134b2e9e9200a1bf3de5

La Ville de Granby veut multiplier les initiatives en faveur de l'autonomie alimentaire. Et elle a obtenu une aide financière de 25 000 \$ pour réaliser un plan de développement qui lui permettra de structurer ses actions en ce sens.

Le financement accordé par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec s'inscrit dans le cadre d'un appel de projets réalisé à l'intention des municipalités.

Vie culturelle et communautaire de Granby (VCCG) a d'ailleurs recruté Frédérick Bonner, copropriétaire de la ferme urbaine Huilerie du Mont, afin qu'il coordonne la démarche qui favorisera l'agriculture urbaine et de proximité, a annoncé la Ville par voie de communiqué mardi.

Cette dernière agit en partenariat avec VCCG dans ce projet, qui entraîne des coûts totaux de 50 000 \$. Outre les 25 000 \$ provenant du MAPAQ, la Ville de Granby et VCCG y consacreront respectivement 20 000 \$ et 5000 \$.

Les élus ont par ailleurs procédé, lors de la récente séance du conseil municipal, à la nomination des représentants de la Ville au comité de pilotage du plan de développement d'une communauté nourricière. Il s'agit du coordonnateur de la division environnement, Serge Drolet, de la contremaître parcs et terrains de jeux, Danielle St-Jean, du conseiller au développement social, Éric Goudreau, de l'urbaniste, Yani Authier, et de la conseillère municipale Catherine Baudin.

#### Plan d'action à venir

Ce comité aura notamment pour but de produire un plan d'action qui stimulera le développement et la mise en valeur d'une telle communauté.

«Rappelons que la mise sur pied du plan de développement d'une communauté nourricière permettra le maillage entre les partenaires et la population de la communauté, en vue d'améliorer de façon globale la sécurité et l'autonomie alimentaire des citoyennes et citoyens de Granby», souligne le maire Pascal Bonin.

L'accès à l'agriculture urbaine sera facilité grâce à des mesures réglementaires, du soutien technique, communautaire et éducatif, est-il également précisé.

Les citoyennes et les citoyens de Granby sont par ailleurs invités à compléter un sondage concernant leurs habitudes alimentaires d'ici le 18 juillet 2021 au vccgranby.org/villenourricière. Des prix d'une valeur totale de 500 \$ seront remis en carte-cadeaux parmi tous les répondants.



## Projet d'un nouveau toit pour 30 ménages au centre-ville

Granby Express - 2021-07-14 - p. 6

Par : Éric Patenaude



HABITATIOI La crise du logement ne se résorbera pas d'aussitôt au Québec, mais de nouvelles initiatives citoyennes laissent entrevoir une lueur au bout du tunnel. C'est le cas de la Coopérative de solidarité Holocie qui ébauche la construction d'un immeuble de 30 logements abordables de 12 M\$au centre-ville de Granby. Un concept salué par la Ville qui vient d'accorder un crédit de taxes de cinq ans aux porteurs de ce projet coopératif.

Avec un taux d'inoccupation à 0,3%, les projets d'habitation «nouveau genre» sont les bienvenus par les temps qui courent. C'est ce que proposent Jean-François Arsenault et les autres membres



de la coopérative de solidarité avec leur projet d'habitation. Si tous les morceaux du casse-tête tombent en place, la coop espère livrer son bâtiment de 30 appartements (5 1/2), dont deux unités «bigénérationnelles», d'ici 2022. Quant au coût mensuel du logis, il se chiffrerait à 800 \$par rapport aux 1300 \$réclamés généralement par les propriétaires d'immeubles locatifs.

«Quand le prix moyen d'un loyer est de 1300\$pour un 4 1/2, c'est dur parfois de pouvoir faire autre chose lorsqu'on consacre une bonne partie de son salaire à se loger. On veut contribuer à l'égalité des chances et offrir aux familles une meilleure perspective au niveau de l'habitation», explique Jean-François Arsenault, président du conseil d'administration de la Coopérative de solidarité Holocie.

Outre le volet habitation, la mise en place d'une ferme urbaine et d'un centre de la petite enfance viendra compléter l'offre de la coopérative. Da ns le cas de la ga rderie qui serait située au rez-de-chaussée de l'édifice, les pourparlers ont déjà été entamés avec les autorités concernées.

«Au sous-sol, on projette d'aménager une ferme qui produira des laitues et des fines herbes et son avantage, c'est que toute la chaleur sera récupérée pour chauffer et climatiser les unités d'habitation avec un système de géothermie», mentionne M. Arsenault.

Pour l'heure, les promoteurs de la coopérative sont à pied d'oeuvre pour dénicher un site au centre-ville de Granby afin d'y ériger leur immeuble de six étages. Deux emplacements, dont l'un sur la rue Centre, auraient déjà été ciblés, a confié le président du C.A.de la coopérative.

Pour financer son projet, le groupe s'est tourné vers la Société canadienne d'hypothèques et du logement (SCHL) qui doit analyser leur demande. Une fois, le financement en poche, la coopérative pourra ensuite bénéficier du crédit de taxes accordé par la Ville comme le prévoit la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme qui autorise des initiatives en matière de revitalisation de certains secteurs, a fait savoir l'administration municipale.

«Notre objectifest de contribuer à la revitalisation du centre-ville», a ajouté M. Arsenault. «Et si on voit que la réception est très bonne, c'est sûr qu'on va avoir le désir de continuer.» BIEN ACCUEILLI Bien qu'aucun locataire n'ait demandé de l'aide à la Ville depuis le début de la saison des déménagements, Granby n'est pas à l'abri d'une pénurie de loyers et d'une flambée des prix. Pour le maire Pascal Bonin, l'intention de la Coopérative de solidarité Holocie de se lancer dans le logement abordable se veut une bonne bouffée d'air frais pour la communauté.

«Que le public travaille avec le privé, ça risque d'arriver de plus en plus parce que ça permet de lever des projets beaucoup plus rapidement. Le congé de taxes est un argument important pour eux au niveau de la rentabilité. Pour nous, ce n'est pas une question de rentabilité, c'est vraiment de construire des toits qui sont abordables. C'est beau des tours avec des loyers à 2000 \$, mais ce n'est pas la majorité qui peut se payer ça», a conclu le maire de Granby.



# Hausse de loyer de 222 %: une facture salée menace des organismes

Le Journal de Montréal - 2021-07-17

Par: Olivier Faucher

https://www.journaldemontreal.com/2021/07/17/une-facture-salee-menace-des-organismes

La survie d'organismes communautaires, plus précaires et plus sollicités que jamais depuis la pandémie, est menacée depuis qu'on leur réclame 320 000 \$ liés à une hausse de loyer de 222 %.

« Tu ne fais pas ça en temps de pandémie, tu ne fais pas ça à tes organismes communautaires. On fait ça pour aider le monde! » déplore Chantal Comptois, directrice du Service de nutrition et d'action communautaire d'Ahuntsic (SNAC).

Son organisme, comme plusieurs autres, risque de se retrouver dans le pétrin en raison d'une réclamation inattendue de 320 000 \$ qu'a envoyée le Centre de services scolaires de Montréal (CSSDM), propriétaire des lieux.

Transmise le 15 juin dernier, cette réclamation d'adresse à Solidarité Ahuntsic, la Table de concertation qui lui loue ses locaux dans le Centre communautaire Ahuntsic.

Cette facture pour le moins salée est liée à une hausse de loyer de 222 % qu'avait demandée le CSSDM en 2018, mais qui avait été refusée par Solidarité Ahuntsic en raison de l'incapacité des organismes à l'absorber.

Cela a « énormément surpris » Rémy Robitaille, directeur de Solidarité Ahuntsic, qui soutient que le CSSDM n'avait pas donné suite aux négociations et a continué d'encaisser les loyers au cours des trois dernières années sans jamais parler de montant non payé jusqu'à tout récemment.

Il conteste ainsi « vigoureusement » devoir une telle somme au CSSDM.

Services compromis

Pour Solidarité Ahuntsic, devoir payer une telle facture signifierait de devoir collecter plus d'argent de chaque organisme locataire, dont la situation financière est souvent déjà précaire, une option que M. Robitaille juge irréaliste.

« Je prévois la mort de certains organismes ou leur déménagement », déplore-t-il.

D'autant plus que les besoins ont explosé chez la clientèle vulnérable qui compte sur les services offerts, qui comprennent entre autres de l'aide alimentaire ainsi que du soutien au logement, en santé mentale, en itinérance, et de l'accompagnement pour les nouveaux arrivants.

Par exemple, au SNAC, les familles qui viennent chercher de l'aide alimentaire sont passées de 1200 à 2500 depuis le début de la pandémie.

Le CSSDM persiste et signe



Le CSSDM a refusé la demande d'entrevue du Journal « considérant les différends qui existent entre les parties ».

Dans un courriel, il n'a pas précisé en quoi il est en droit de réclamer ce « solde en souffrance » ni pourquoi il a attendu trois ans pour le faire.

- « Le CSSDM a conscience des activités de Solidarité Ahuntsic et des bénéfices pour la communauté », a écrit Quentin Parisis, conseiller en communications.
- « Les montants perçus par le CSSDM participent à son équilibre financier, et toutes les sommes non perçues peuvent avoir un impact sur les services éducatifs qu'il offre à ses élèves », conclut-il



## Un grand projet commun de jardins dans quatre villages de La Matanie

L'Avantage gaspésien - 2021-07-21 - p. 1, 6

Par : Dominique Fortier





JARDINS DU 733 Les comités locaux de développement des municipalités de Saint-Jean-de-Cherbourg, Saint-Adelme, Sainte-Félicité et Grosses-Roches lancent un projet commun baptisé les Grands jardins du 733.

Des petits jardins communautaires existaient déjà dans chacune des quatre municipalités prenant part au projet du 733. Toutefois, l'idée était de créer une plus grande synergie entre les villages et les personnes intéressées par l'autonomie alimentaire. «On s'est aperçu dans nos milieux respectifs qu'il y avait bien plus que les aînés qui étaient dans ce domaine-là. L'idée était donc d'essayer de proposer une forme d'autonomie alimentaire en attirant les plus jeunes à s'y intéresser et à «réapprendre la terre». C'est alors que les quatre comités ont mis leurs efforts en commun pour en venir à la réalisation de ces Grands Jardins», explique Victorienne Gagné du Comité de développement de Saint-Jean-de-Cherbourg.

En unissant leurs forces, les comités peuvent compter sur davantage de bénévoles et, peu à peu, les jeunes embarquent également dans l'initiative, ce qui réjouit Victorienne Gagné. «C'est un nouveau grand défi puisque c'est un apprentissage pour nous tous, mais nous y croyons. Pour une première année, nous sommes très satisfaits.» Concrètement, trois champs collectifs sont déjà en activité à Sainte-Félicité, Saint-Jean-de-Cherbourg et Grosses-Roches et Saint-Adelme devrait être en mesure d'avoir son espace dès l'an prochain. «Nous avons commencé avec des superficies plus modestes, question de s'adapter mais nous voulons que ça grandisse», ajoute Victorienne Gagné.



D'ailleurs, pour en arriver à accoucher des Grands Jardins du 733, les responsables du projet ont pu compter sur l'appui financier des gouvernements du Québec et du Canada dans le cadre de programmes soutenant les initiatives locales et les aînés ainsi que de la Caisse Desjardins de La Matanie, le COSMOSS Bas-Saint-Laurent et M361 (anciennement Québec en forme). Ce soutien permet l'em- bauche d'employés permanents pour s'occuper des Grands Jardins. Ils seront appuyés par de nombreux bénévoles.

Si l'idée de base est d'être en mesure de fournir des légumes frais à une partie des populations des villages impliqués, dont les aînés, les familles à faible revenu et les cuisines collectives, une certaine partie des récoltes sera aussi vendue, histoire d'autofinancer les Grands Jardins. On explique d'ailleurs que l'offre sera adaptée au gré de la demande des citoyens au fur et à mesure que le projet cheminera dans le temps.

À titre d'exemple, l'équipe de Victorienne Gagné récoltait 100 poches de 50 lb de patates les années précédentes, seulement à Saint-Jean-de-Cherbourg. Or, pour l'année 2021, on prévoit être en mesure d'en récolter au moins 500 poches de 50 lb de pommes de terre. «Nous nous inspirés de ce que les gens consommaient habituellement avec nos jardins respectifs. Évidemment, le but est d'éviter d'avoir des pertes.» Si l'idée est d'aller vers une plus grande autonomie alimentaire, des aliments plus frais et accessibles, Victorienne Gagné rappelle que la clé du succès de cette grande initiative se résume par quatre mots: «On sème du bonheur.» AGRICULTURE PAGE 6 Les Jardins communautaires du 733 voient le jour Quatre municipalités de La Matanie ont uni leurs efforts afin de créer le plus grand réseau de jardins communautaires dans la MRC et ainsi contribuer à l'autonomie alimentaire et à l'accès aux produits frais et locaux.



### Un réseau d'éclaireurs pour la santé mentale

Métro - 2021-07-23

Par : Caroline Hodgson

https://journalmetro.com/local/mercier-anjou/2672253/un-reseau-declaireurs-pour-la-sante-mentale/

Seize mois après le début de la pandémie, un adulte québécois sur cinq souffre de symptômes anxieux ou dépressifs. Afin d'aider la population à se rétablir, le CIUSSS de l'Est lancera d'ici l'automne un réseau d'« éclaireurs », formé de citoyens qui auront la tâche de repérer le mal-être chez leurs confrères et de leur tendre la main.

Formés par la Croix-Rouge en premiers soins psychologiques, les éclaireurs devront rediriger les citoyens vers les ressources appropriées, soit dans les milieux communautaire ou de la santé.

#### «La violence ne prend pas de vacances»

« Il y a des gens qui vivent de la détresse situationnelle, peut être que c'est un deuil ou une perte d'emploi. On peut connecter ces gens avec des groupes pour le deuil, un réseau local pour l'emploi ou un organisme pour le retour au travail », illustre Jonathan Brière, directeur des Programmes santé mentale, dépendance et itinérance pour le CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal.

#### Les jeunes plus à risque

Le besoin d'éclaireurs pour venir en appui au réseau de la santé est d'autant plus frappant à la lumière des données sur la santé mentale, constate Mélissa Généreux, professeure à l'Université de Sherbrooke.

Chercheuse principale d'une étude qui évalue la réponse de la population québécoise au niveau psychologique et comportemental face à la pandémie, cette dernière observe peu d'amélioration lors du dernier sondage mené ce printemps.

«On voit que les symptômes compatibles avec un trouble d'anxiété généralisée ou un trouble de dépression majeure, c'est 21% à échelle des adultes québécois. C'était 23% en février, et 23% en novembre. C'est comme si ça a atteint un plateau négatif en plein creux de deuxième vague. »

La santé mentale des jeunes adultes de 18 à 24 ans et des étudiants récupérerait d'ailleurs plus lentement que celle des 25-44 ans et des travailleurs.

Plus préoccupant, l'étude révèle que les idées suicidaires rapportées ont fait un bond chez les jeunes adultes, « passant de 6-7% en février à 10% » en mai/juin. «Il faut qu'on mette les bouchées doubles à la rentrée scolaire pour offrir le meilleur environnement pour récupérer sur le plan psychologique.»

L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) mène également un sondage chez les 18 ans et plus sur le bien-être émotionnel et la santé mentale en contexte de pandémie, et constate également que les jeunes pâtissent le plus. Marie-Claude Roberge, conseillère scientifique à l'INSPQ, rappelle toutefois que les jeunes adultes ont historiquement la santé mentale la moins bonne.



Déconfinement? Oui, mais....

Du côté de l'INSPQ, un constat est évident: «chaque fois qu'il y a des mesures de confinement, les indicateurs de santé mentale se détériorent», explique Mme Roberge.

Des indicateurs de l'étude menée par Mme Généreux suggèrent le même constat. Or, elle met en garde: «on ne peut pas penser que parce que les mesures sont levées, tous ces impacts vont se lever en même temps.»

Avec la vaccination qui n'est pas terminée et les « variants qui rôdent », M. Brière rappelle d'ailleurs que « la pandémie n'est pas terminée ». Dans ce contexte, la résilience des citoyens passera par le fait d'apprendre à vivre avec la «nouvelle normalité».

« Il faut absolument que les gens se fassent vacciner. C'est la clé pour le rétablissement de la population et pour ne pas revivre de confinement comme on a vécu dans les derniers mois. »

Le financement pour le réseau d'éclaireurs ne sera que pour une durée de 14 mois. «On va essayer de voir comment on peut pérenniser ce réseau par la suite dans la communauté», souligne M. Brière.

Un modèle inspiré de la tragédie de Mégantic

Le réseau d'éclaireurs est inspiré d'une initiative déployée en Estrie en réponse à la tragédie ferroviaire survenue à Lac-Mégantic en 2013. Celle qui était directrice de la santé publique de l'Estrie à l'époque, Mélissa Généreux, avait œuvré à déployer des projets pour renforcer la résilience des individus et des collectivités. Son constat: le nombre de personnes fréquentant les hôpitaux ne reflétait pas la détresse observée dans les études.

«Plutôt que d'attendre que les gens qui souffrent viennent nous voir, c'est de travailler et élargir le bassin de gens de la communauté qui comprennent ce qui se passe et qu'ils ont un rôle à jouer. (...) Parfois c'est juste de mettre sur pied un espace où les gens peuvent s'exprimer, un espace de parole où on sent qu'on ne sera pas jugé. Des choses comme ça qui peuvent faire autant de bien qu'un antidépresseur. »

Inspiré par le succès de cette approche, Québec a déployé à l'automne 2020 un financement de 19 millions pour mettre en branle un réseau d'éclaireurs partout dans la province.

Si vous ou une personne dans votre entourage avez besoin d'aide, vous pouvez appeler Suicide Action Montréal au 1 866 APPELLE. Des intervenants sont disponibles 24 heures sur 24 et sept jours sur sept pour vous aider.



# Une récolte engagée pour revaloriser les invendus du marché Jean Talon *Métro* – 2021-07-26

Par: Caroline Lefer-Palos

https://journalmetro.com/local/rosemont-la-petite-patrie/2672938/une-recolte-engagee-pour-revaloriser-les-invendus-du-marche-jean-talon/

La Récolte engagée est un programme du Centre de Ressources et d'Action Communautaire de la Petite-Patrie (CRACPP). Il consiste à récupérer les invendus du marché Jean-Talon pour les redistribuer aux citoyens.

Comment cela fonctionne? Une chambre froide est mise à disposition des maraichers du marché, ils peuvent y déposer leurs fruits et légumes invendus. De ce fait, au lieu de les jeter à la poubelle comme ils le faisaient avant, leurs produits sont revalorisés. Entre le 15 juin et le 31 octobre 2020, la Récolte engagée a ainsi permis de récupérer 12 883 kg de fruits et légumes. Les trois produits les plus récupérés sont les laitues, le blé d'inde et les courgettes.

Les bénévoles les trient pour les orienter vers trois options. Premièrement, les aliments servent à constituer des paniers pour les membres de l'aide alimentaire. Ils sont distribués aux deux semaines tout au long de l'année auprès de 477 familles. Deuxièmement, les fruits et légumes abîmés sont transformés en petits pots par la cuisinière du CRACPP. Il y a par exemple de la sauce tomate, des confitures ou des poivrons marinés.

«Elle doit énormément faire appel à sa créativité car elle doit s'adapter à ce qu'on récupère trois fois par semaine» s'amuse Laurence Pépin, animatrice de la récolte engagée. Ces préparations sont ensuite distribuées ou revendues sur leurs marchés. Le centre a d'ailleurs lancé un appel de fonds pour pouvoir agrandir sa cuisine.

#### Un marché itinérant et solidaire

Enfin durant l'été, le CRACPP organise ses marchés solidaires. «Les Marchés engagés sont l'occasion pour nous de redistribuer les surplus de ces produits là et rendre les fruits et légumes plus accessibles au public» explique la jeune animatrice. Ce sont des marchés où les produits sont vendus à prix libre. C'est-à-dire que les clients paient le montant qu'ils veulent ou peuvent.

Au marché du parc Montcalm, Aurore a donné 5\$ pour deux grosses courgettes, quatre petits concombres, du blé d'inde et un petit pot de sauce tomate. «C'est bien parce qu'au moins ils peuvent donner à ceux qui en ont besoin. J'espère ne pas prendre la place de quelqu'un qui en aurait plus besoin» commente la jeune retraitée. La clientèle des Marchés engagés est très variée. «Les clients dépendent beaucoup du parc où l'on se trouve. Il y en a où ce sont plus des familles, d'autres où il y a plus de personnes seules ou de population immigrante» analyse Mme Pépin. L'année passée, les Marchés Engagés ont rejoint 420 personnes.



## Itinérance: un road-trip pour permettre la réinsertion sociale

24 Heures - 2021-07-27

Par : Guillaume Cyr

https://www.24heures.ca/2021/07/27/itinerance-un-road-trip-pour-permettre-la-reinsertion-sociale

Des itinérants montréalais veulent récolter des fonds pour profiter eux aussi des vacances de la construction pour pouvoir voir du pays. Ce voyage peut aider grandement un itinérant à sortir de la rue, selon son initiateur.

Vivre une situation d'itinérance n'est vraiment pas de tout repos. Quotidiennement, ces personnes doivent trouver refuge, de la nourriture, un environnement sécuritaire et, bien évidemment, de l'argent pour subvenir à leurs besoins fondamentaux.

C'est pour cela que Guylain Levasseur, un des «porte-paroles» du campement Notre-Dame à Hochelaga, a décidé de récolter des fonds, sur un coup de tête, pour partir à la découverte du pays avec des amis itinérants. Pour l'instant, trois sans-domiciles-fixes seront de la partie.

Ils partiront en direction du Nouveau-Brunswick (Tracadie, Shédiac) et de la Nouvelle-Écosse (Halifax) le 29 juillet prochain. Le voyage permettra entre autres de rendre visite à un ex-itinérant qui s'est sorti de la rue et vit présentement là-bas.

«On part jusqu'au 15 août. Je veux leur faire voir autre chose que le centre-ville et de la misère, être couché à terre et se battre pour de la nourriture. C'est comme des vacances [pour eux]», a résumé Guylain, assis dans son domicile, soit une vieille fourgonnette Ford.

#### Sortir de la rue

C'est la troisième fois que Guylain partira en voyage avec un groupe d'itinérants, et il est convaincu des bienfaits que cette initiative peut avoir dans leur réhabilitation. «La première fois que je l'ai fait, c'est v'là deux ans, et deux sont restés à Halifax. Ils ont pris un appartement làbas.»

Pour se rendre, ils auront besoin de bidons d'essence, d'une tente, de l'argent et de la nourriture. Guylain va aussi accrocher une roulotte à sa fourgonnette.

Francis Desforges-Nault, qui se tient à côté de Guylain lors de l'entrevue accordée au 24 heures, ne participera pas au voyage. Il explique cependant que le fait d'être sorti de la ville et d'aller à Saint-Anne-de-la-Rochelle (près de Granby) l'avait grandement aidé. «C'est grâce à la campagne que j'ai décroché après», raconte-t-il. À ce moment dans son parcours, un homme l'a pris sous son aile pour l'aider à ne plus consommer.



# Quartiers centraux de Québec: ramasser des seringues pour redonner au suivant Le Journal de Québec – 2021-07-28

Par : Elsa Iskander

https://www.journaldequebec.com/2021/07/28/quartiers-centraux-de-quebec-simpliquer-dans-sa-communaute-en-ramassant-des-seringues

Alors qu'ils pourraient se prélasser au soleil, des bénévoles ont participé mercredi à un « blitz » de ramassage de seringues. Comme l'a expliqué l'un d'entre eux, c'est une façon de redonner au suivant.

Ils étaient environ une demi-douzaine à accompagner les intervenants de l'organisme communautaire Point de repères pendant quelques heures, dans les quartiers de Saint-Roch, de Saint-Sauveur et en Haute-Ville.

C'était la première fois que Joëlle Dumas, 30 ans, participe à la corvée.

« J'ai été sensibilisée beaucoup à l'importance de l'implication citoyenne et de donner du temps », explique celle qui œuvre en psychoéducation.

Elle profitait ainsi de son heure de dîner pour contribuer bénévolement.

- « Je trouve ça important de donner un coup de main aux organismes communautaires qui s'impliquent vraiment beaucoup », dit Mme Dumas, pour qui l'initiative permet aussi de rendre les lieux plus sécuritaires tout en s'inscrivant dans une logique de réduction des méfaits.
- « Si personne ne les ramasse, elles vont rester là. Des jeunes peuvent tomber sur une seringue souillée. En tant qu'adulte, je me dis que c'est la moindre des choses de s'impliquer », raconte Gabriel Dumont-Malette, 27 ans, pair aidant et bénévole. « C'est comme redonner à son prochain », dit celui qui a déjà participé à l'activité par le passé. « Deux heures et demie dans une vie, c'est rien pour que notre ville soit belle! »

Lui-même ayant déjà consommé, il dit comprendre comment cela peut être difficile pour les personnes dans cette situation. « Ça m'émeut de voir qu'on est une gang. Je me sens soutenu », dit-il alors que bénévoles et les intervenants se préparent à aller sur le terrain.

Après une courte formation, les participants se séparent en trois groupes. Certains se dirigent vers un petit parc sur la rue Dorchester, scrutant le sol et les buissons, où ils repèrent quelques seringues ou leurs emballages.

#### En toute sécurité

Comme l'explique Sophie-Andrée Goulet, intervenante psychosociale chez Point de repères, le matériel souillé n'est jamais manipulé avec les mains, mais ramassé avec des pinces puis placé dans des contenants spéciaux. L'activité permet aussi d'encourager la mixité sociale « pour que les gens apprennent à se connaître et pour défaire les préjugés », souligne-t-elle.

Tous les matins, deux intervenants font le tour des parcs-écoles de l'arrondissement La Cité-Limoilou, explique Mario Gagnon, directeur général de Point de repères. « Et on fait trois blitz de



ramassage de seringues par an, où on sollicite des bénévoles, des gens qui consomment à venir s'impliquer. »

« On connaît un peu les endroits où les gens ont l'habitude de consommer, donc on fait le tour. Les gens consomment rarement dans le milieu d'un parc », dit-il.

« Ça fait 30 ans que je travaille dans le domaine, dans le quartier, j'ai jamais vu une année comme ça. J'ai jamais vu autant de gens avoir de la difficulté », fait-il remarquer. « Les drogues sont plus puissantes. On voit qu'il y a beaucoup plus d'itinérance. »



Champs d'action à l'international



# Des milliers de vies peuvent être sauvées en améliorant les services hydrométéorologiques

Radio-Canada – 2021-07-08

Par : Agence France-Presse

https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1807489/onu-vies-amelioration-services-hydrometeorologiques-sauver-vie

L'ONU estime qu'une amélioration des services hydrométéorologiques — concept englobant les prévisions météorologiques, les systèmes d'alerte précoce et les informations climatologiques — permettrait de sauver 23 000 vies par an, puisque le réchauffement climatique se poursuit.

Ce premier rapport sur les lacunes des services hydrométéorologiques souligne que si la réduction des émissions de gaz à effet de serre reste cruciale face au changement climatique, l'ONU a également appelé à des efforts supplémentaires pour permettre aux populations, et en particulier aux plus vulnérables, de s'adapter et d'être plus résilientes face aux conséquences de phénomènes météorologiques et climatologiques inévitables à l'avenir.

Les services météorologiques et climatologiques fondés sur la science et les données constituent la base de mesures d'adaptation performantes, déclare le secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale (OMMOrganisation météorologique mondiale) Petteri Taalas dans l'avant-propos du rapport.

Selon le rapport, il serait possible de sauver 23 000 vies par an et d'engranger des retombées d'une valeur annuelle d'au moins 162 milliards de dollars (137 milliards d'euros) en améliorant les services hydrométéorologiques dans le monde.

Le document montre que les investissements dans les systèmes d'alerte précoce multidangers génèrent des retombées d'une valeur au moins dix fois supérieure à leur coût et sont essentiels pour renforcer la résilience face aux phénomènes météorologiques extrêmes, indique l'OMMOrganisation météorologique mondiale dans un communiqué.

Or, seuls 40 % des pays disposent actuellement de systèmes d'alerte performants, et les données d'observation essentielles dont dépendent ces services présentent des lacunes majeures, notamment dans les pays les moins avancés et dans les petits États insulaires en développement, affirme l'agence onusienne.

Le rapport est présenté par les dirigeants de l'Alliance pour le développement hydrométéorologique, qui regroupe l'OMM et plusieurs institutions internationales intervenant dans les secteurs du développement, de l'aide humanitaire et du financement, à l'occasion d'une réunion de haut niveau consacrée aux solutions hydrométéorologiques nécessaires à une action climatique efficace et à un développement durable.

Si la contribution des pays en développement aux émissions de gaz à effet de serre est limitée, les conséquences des catastrophes provoquées par des phénomènes météorologiques liés au climat y sont trois fois plus lourdes que dans les pays à haut revenu. Des prévisions météorologiques exactes et des prévisions climatiques fiables sont indispensables à la prise de décision en matière de politique d'adaptation et d'investissement, commente le président de la



Côte-d'Ivoire Alassane Ouattara dans le communiqué de l'OMMOrganisation météorologique mondiale.

Parmi les nombreuses causes de la faim dans le monde aujourd'hui, les phénomènes extrêmes liés au climat sont l'une des plus prévisibles. Travaillons donc ensemble pour aider les populations vulnérables à mieux se préparer à ces événements, souligne pour sa part David Beasley, directeur général du Programme alimentaire mondial.



# La diffusion d'une sextape mobilise au Cameroun contre le sexisme et les violences

Notre temps – 2021-07-10

Par : Agence France-Presse

https://www.notretemps.com/high-tech/actualites/la-diffusion-d-une-sextape-mobilise-au-afp-202107,i247125

C'est une sextape qui a provoqué l'indignation au Cameroun: en juin, des photos et vidéos d'une jeune femme de 24 ans, entretenant des rapports sexuels dans le bureau d'un célèbre journaliste ont été diffusées sans son consentement sur les réseaux sociaux.

Depuis, des internautes et associations de défense des droits des femmes dénoncent la banalisation du sexisme et des violences sexuelles au Cameroun.

Les avocats de la jeune femme, Malicka, ont déposé une citation directe pour que les deux hommes impliqués dans l'affaire soient entendus par un tribunal. Le parquet n'a pour l'heure pas donné suite et l'un d'entre eux, Guy Olivier Moteng, a annoncé à l'AFP le dépôt d'une plainte dans les prochains jours, sans préciser les motifs.

Les images de la sextape ont été tournées dans le bureau du journaliste Martin Camus Mimb, directeur de Radio Sport Info, basée à Douala, dans le sud du pays.

M. Mimb a, dans un premier temps, expliqué que deux visiteurs, la jeune Malicka et Wilfrid Eteki, chef traditionnel et ami du journaliste, avaient profité de son absence pour entretenir des rapports sexuels dans son bureau, promettant d'engager des poursuites.

Mais rapidement accusé lui-même d'avoir pris part aux ébats, M. Mimb a reconnu sa participation tout en regrettant "cette situation malheureuse". "Malicka, toi dont la dignité et l'honneur ont été bafoués, je te demande pardon", a imploré dans une lettre le journaliste, sans parvenir à éteindre la polémique.

Ni M. Nimb ni son avocat n'ont réagi aux sollicitations de l'AFP.

Après la diffusion de la sextape, une mobilisation est apparue sur les réseaux sociaux, pour dénoncer et sensibiliser sur les violences sexuelles et sexistes. Minou Chrys-Tayl, une des figures de cette mobilisation et militante féministe, a appelé les victimes à libérer leur parole, et des témoignages de femmes ont commencé à affluer, rapporte-t-elle.

- "Chantage sexuel" -

Le Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap) avait estimé en janvier 2016 que plus d'un tiers des femmes au Cameroun avaient subi des cas de viol ou d'agression sexuelle dans leur vie.

"Nous vivons dans une société où les bourreaux ne sont jamais attaqués, ni par la société ni par la justice", explique à l'AFP l'écrivain Félix Mbetbo, auteur du livre "Coupez-leur le zizi", un recueil de témoignages de victimes d'agressions sexuelles.



S'abonner, c'est soutenir une presse de qualité avec des journalistes qui vous informent, vous guident, vous accompagnent chaque mois, pour prendre les bonnes décisions! Droit, santé, argent, culture, loisirs, jeux...Notre Temps saura, c'est certain, répondre à vos besoins et préoccupations journalières.

Voir les offres d'abonnement

"En tant que femme entrepreneure, je suis confrontée au quotidien, non pas au harcèlement sexuel, mais au chantage sexuel. Lorsque je suis allée dans certaines entreprises déposer un dossier marketing pour solliciter un accompagnement, une publicité par exemple, il est arrivé, à plusieurs reprises, qu'on me dise :+Si tu me donnes la chose là (sexe), ça va aller facilement+", témoigne Valgadine Tonga.

"C'est difficile en tant que femme de travailler", poursuit-elle.

L'affaire de la sextape a fait apparaître des dissensions au sein même du gouvernement.

Des personnalités du monde politique avaient apporté leur soutien au journaliste, dont un ministre de premier plan qui a par la suite effacé ses propos des réseaux sociaux.

Marie Thérèse Abena Ondoua, ministre de la Promotion de la femme et de la famille, a pour sa part dénoncé des "actes abominables et malsains qui font de la jeune femme un objet et un objet sexuel sans valeur".

Mercredi, la Commission des droits de l'Homme du Cameroun a condamné avec "force la capture et la diffusion à travers les réseaux sociaux (...) d'images et de vidéos indécentes, choquantes ou violentes, qui portent gravement atteinte à la dignité humaine".

Malicka est aujourd'hui "très affectée par le fait que son image ait été étalée à travers le monde. Son image est complètement brisée", regrette Dominique Fousse, avocate de la jeune femme. "Sa famille a décidé de la faire suivre par un psychologue. Le suivi a commencé", ajoute-t-elle.

Au Cameroun, "le problème des violences sexuelles est extrêmement fort car il y a un problème de non-reconnaissance de l'humanité des femmes", affirme à l'AFP Minou Chrys-Tal. Selon elle le harcèlement sexuel est un "fléau que nous retrouvons à la tête de nos institutions, dans les petits bureaux, dans les maisons avec les employées de maison".



## Sous le couvert de la pandémie, l'autoritarisme gagne du terrain

Le Soleil - 2021-07-19

Par: Jill Lawless, Associated Press

https://www.lesoleil.com/actualite/monde/sous-le-couvert-de-la-pandemie-lautoritarisme-gagne-du-terrain-9e0fa108a68f17e7f1b62c913089c45f

Voici quelques événements qui se sont produits pendant que l'attention de la planète était retenue par le coronavirus: la Hongrie a interdit toute présentation publique de l'homosexualité; la Chine a fermé le dernier quotidien démocratique de Hong Kong; le gouvernement brésilien a vanté les mérites des dictatures; et le Bélarus a détourné un vol commercial pour arrêter un journaliste. La COVID-19 a monopolisé les énergies de la planète et isolé les pays les uns des autres, ce qui semble avoir permis à l'autoritarisme et à l'extrémisme de gagner du terrain, croient certains experts.

«La COVID est une occasion rêvée pour un dictateur», a dit Theary Seng, un militant américanocambodgien des droits de la personne qui est accusé de trahison au Cambodge — un pays officiellement démocratique, mais dirigé depuis plus de trente ans par le premier ministre Hun Sen.

Le groupe new-yorkais de défense des droits de la personne Human Rights Watch accuse le gouvernement cambodgien d'avoir profité de la pandémie pour jeter arbitrairement en prison ses adversaires politiques. Des dizaines de personnes ont été accusées et pourraient subir des procès collectifs.

La peur de la COVID, en elle-même et comme arme politique, limite les déplacements et empêche les mouvements de prendre forme, a dit M. Seng.

La pire crise sanitaire du dernier siècle a remis le pouvoir entre les mains du gouvernement et imposé des restrictions à la vie de milliards de personnes.

Luke Cooper, un expert de la London School of Economics, estime que les vastes ressources économiques, sanitaires et sociales consacrées à la lutte à la pandémie signifient que «l'État est de retour comme puissance pour gérer la société et livrer les biens publics».

Les restrictions imposées aux libertés civiles et aux activités politiques ont été intensifiées sur plusieurs continents pendant la pandémie.

Depuis dix ans en Hongrie, le premier ministre nationaliste conservateur Viktor Orbán limite la liberté des médias et de l'appareil judiciaire, dénonce le multiculturalisme et s'en prend aux migrants musulmans qui, selon lui, menacent l'identité chrétienne de l'Europe.

Pendant la pandémie, le gouvernement Orbán a présenté une loi sur les pouvoirs d'urgence qui lui permet de mettre en place des résolutions sans l'accord du parlement — essentiellement, de gouverner par décret. En juin, il a adopté une loi qui interdit le partage de tout contenu présentant l'homosexualité ou l'affirmation de genre avec les moins de 18 ans. Le gouvernement dit vouloir protéger les enfants des pédophiles, mais il a essentiellement rendu illégale toute discussion de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre dans les écoles et dans les médias.



Le gouvernement conservateur de la Pologne a érodé les droits des femmes et des gais. Un jugement rendu l'an dernier par un tribunal contrôlé par le gouvernement, et qui imposait une interdiction presque totale sur l'avortement, a donné lieu à des manifestations qui défiaient l'interdiction de se rassembler en vigueur pendant la pandémie.

En Inde, la plus grosse démocratie de la planète, on reproche au premier ministre populiste Narendra Modi de chercher à faire taire ceux qui dénoncent la réponse de son gouvernement à la vague d'infections qui a déferlé sur le pays en avril et en mai. Son gouvernement a arrêté des journalistes et ordonné à Twitter de faire disparaître les messages qui dénigrent sa gestion de l'éclosion, après avoir adopté de vastes règles qui lui permettent de contrôler le contenu en ligne.

Même avant la pandémie, ses adversaires reprochaient au parti nationaliste hindou Bharatiya Janata de M. Modi d'écraser la dissidence et de chercher à transformer un pays multiculturaliste en nation hindoue dans laquelle les musulmans et les membres d'autres minorités sont victimes de discrimination.

En Russie, le gouvernement du président Vladimir Poutine a fait de la pandémie sa plus récente excuse pour arrêter des opposants. Des proches du dissident incarcéré Alexeï Navalny ont été assignés à domicile; on leur reproche notamment que les manifestations gigantesques organisées après son arrestation aient contrevenu aux interdictions sur les rassemblements de masse.

Au Bélarus voisin, le président autoritaire Alexander Loukachenko a prolongé 25 ans de pouvoir en remportant en août 2020 une élection qui, selon l'opposition et plusieurs pays occidentaux, était truquée. Les manifestations qui ont éclaté ont été accueillies avec des gaz lacrymogènes, des balles de caoutchouc et des arrestations massives.

Puis, en mai, un vol de Ryanair entre Athènes et Vilnius a été contraint de se poser à Minsk, la capitale du Bélarus, en raison d'une «menace». Un journaliste de l'opposition qui se trouvait à bord, Raman Pratasevic, et sa conjointe ont été emmenés et arrêtés.

Le geste a été vertement condamné par l'Occident, qui a infligé des sanctions au Bélarus, mais celles-ci seront probablement sans effet et illustrent la faiblesse des démocraties face à des régimes totalitaires. La situation en Hongrie a retenu l'attention des autres leaders de l'Union européenne, mais le bloc n'a offert aucune réponse unifiée à des régimes comme ceux de la Hongrie et de la Pologne.

Quand le virus a fait surface dans la ville chinoise de Wuhan, les responsables ont répondu avec fermeté - mais peu de transparence - en imposant des confinements sévères qui ont finalement maté l'éclosion. La Chine y a vu la preuve de la supériorité de son système face à celui de l'Occident, croient certains analystes.

Mais il y a des signes de résistance. La pandémie a aussi rehaussé la confiance du public envers les scientifiques et accentué les exigences d'un leadership politique responsable.

En Hongrie, où le virus fait des ravages, l'opposition est de plus en plus vive aux politiques pandémiques du gouvernement et à ses tendances autoritaires; des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour défendre la liberté académique et les droits de la communauté LGBTQ. Six partis ont décidé de faire front commun pour essayer de détrôner M. Orban lors d'un scrutin l'an prochain.



Au Brésil, le président de droite Jair Bolsonaro s'est dit nostalgique de la dictature qui a dirigé le pays pendant vingt ans et il a participé, l'an dernier, à des manifestations contre les tribunaux et le Congrès. Il a déclaré que le virus n'était qu'une «petite grippe», il a mis en doute l'efficacité des vaccins et il s'est opposé aux restrictions sociales et économiques.

Il s'est toutefois heurté à la Cour suprême, par exemple, quand il a voulu empêcher les autorités locales d'imposer des restrictions pour endiguer la COVID-19. Et à deux reprises, au cours du dernier mois, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues de dizaines de villes à travers le pays.



### Haïti n'est ni un cauchemar ni une carte postale

Le Monde - 2021-07-23 - p. 35

Par: Yanick Lahens

Le Monde Le Monde 35



ÉDITORIAL 玑

Took journ agels not det min as caused min secondarie consolidate consolidade consolidade

sert anni à la fine discrerévellation, dimunel de 
révellation, dimunel 
revellation, de 
res d'investigation, de 
res d'investigation, de 
res d'investigation, de 
res d'investigation, de 
res partiques par les quients 
remais plasteurs années 
le 
révellation de 
reduction autérité 
révellation de 
révellation de 
révellation 
réve

plus have invesse. Mais la procedu ment coopurus para en application in entre coopurus para en application (interest consus soit transfer) para fu competitive dei Lacentoniano plus entre para para entre applique in a la liberta de trop limités par esemple, elle se pour se étre applique à la liberta de para étre applique à la liberta de para étre applique à la liberta de la li

# Yanick Lahens Haïti n'est ni un cauchemar ni une carte postale

Après l'assassinat du président Jovenel Moïse, le 7 juillet, l'écrivaine haitienne revient sur l'histoire de cette ile« matrice des relations Nord-Sud » dont elle dépeint les fractures et les fractures et les l'uttes, mais aussi les ferments d'espoir d'une jeunesse avide de faire citoyenneté

e voulant surtiout pas riquif Trait halten, l'al déclaré le solicitation des journalistes des solicitations des journalistes des solicitations des journalistes des solicitations de la companyation de la solicitation de la companyation de la companyapitation en consequence de la companyation de la companyadio de la companyala de la companyadio de la companyala de la companya-dio de la companyadio de la companya-dio de la consolider leur empire mondail as New Meric Independence qui faissil mentire leur authorities qui faissil monte et la matteri gire ne leuri in monte et amorți de residunto Mondolurus tou. Il matteri present de leur authorities de leur auteur monte en quantratialire (note leur auteur moti en quantratialire (note leur auteur moti en quantratialire (note leur auteur moti en quantratialire (note leur auteur) de leur auteur) de toute le printames codesitatire de toute le printames codesitatire de sous au notieres coloni leuração de Sainte Deminage pour provoire servir d'une que et la centralise, du même coupe que et la centralise, du même coupe que et la centralise, du même coupe de et maim le caline de partie d'une propose et maim le caline de quantraticit de la poutrarie, de litera du Text. Saide. Hiell a pourtarie, de litera du Text. Saide. Hiell a pourtarie, de litera du Text. Saide. Hiell a pourtarie, de châncifeque latine et même la Criteria au châncifeque lat

in the property of the propert

LY A DES PROJETS
QUI FONCTIONNENT,
ÉCOLOGIQUES,
ARTISTIQUES,
AGRICOLES...
ILS ONT TOUS POUR
DÉNOMINATEUR
COMMUN LE FAIT
O'AVOIR SU INTÉGRER
LA POPULATION
DANS LE IR BÉMBRIC-LA
POPULATION
DANS LE IR BÉMBRIC-LE

président défunt. Mais comment tou cela a : Il été possible, me direz vous Eh bien, ca l'a été grâce à la complicit des secteurs politiques et économique qui se sont relayés au pouvoir depui cette indépendance.

cute independance. An depart des colons sopier un douha départ des colons sopier un douha départ des colons sopier un douha départ des colons sopier des colons des remotes d'occupation da territolie. L'ensemble majoritaite des Bosselles, hommes et femmes fraichement arrivés les
sopiers de la colons del colons de la colons del colons de la colon

Thislephonalems, a suring outer active.

Include the control of the suring of the control profit of the contro

doment comme coux qui reçolvent. Une part substantiale recourne en effet in un particular de la suita de la comme de s'installe dans une dépendance dangereuse, quand l'alle n'allement par tout simplement la corruption des Dour meris, c'hespiern à ce modelle. L'aide d'appeit à ce modelle. More l'unbantistion accidérée, la certratilité de la lange correla dans les nombreux média, les réseaux sociaux, une journesse, aville de l'aine entire clospentrait de la lange dans entire dispentation de la comme de l'aine entire l'aine de la l'aine avec les donts saine à l'aine raine avec les donts saine d'arreit, c'est ce jeune et nouveur appar réstant qui se neche le projet de rerotation que l'aine d'aine d'ain olique, comme le souligne le jeune hilosophe Edelyn Dorismond, et en épit des massacres orchestrés par des angs instrumentalisés par les puisints, les emprisonnements et l'épuiseints, les emprisonnements et l'épuise-

ment de beaucoup.
Cette jeunesse s'apprétait à faire d' même pour des élections largemer contestées mais soutenues, elles aups par l'international. Face à de tels obsta cles, faire communauté et citoyennet demandera de l'opinilaireté de du temp Beaucoup de temps. El la constructio d'une offre et d'une représentatio politiques nouvelles. Rien ne semble gesad d'avence.

pour réport celles bleenen l'annois apour réport celles bleenen l'annois atitus, d'annois que de portice appoil, titus, d'annois que de pour les pour les laise une parade place à la lacidite, aix de la lacidité de lacidité de la lacidité de la lacidité de lacidité de la lacidité de lacidité de lacidité de la lacidité de la lacidité de lacidité de la lacidité de lacidité de la lacidité de lacidité des lacidités des lacidités de lacidités de lacidités de lacidités de lacidité de lacidité de lacidités de lacidités de lacidités de lacidités

Vanici. Labers est derzober. Form ein feste sonderen der de Sordenen, son ein feste sonderen der de Sordenen, son ein feste sonderen der des Sordenen, son ein feste sonderen der sonderen der Sordenen der Sordenen der Sordenen der Sordenen der Sordenen der Gestalten der Sorden der Sordenen der Sorden der Sordenen der Sorden der Sordenen der Sorden der

Après l'assassinatdu présidentJovenel Moïse,le 7 juillet, l'écrivaine haïtienne revientsur l'histoire de cette île « matrice des relations Nord-Sud » dont elle dépeint les fractures et les luttes, mais aussi les ferments d'espoir d'une jeunesse avidede faire citoyenneté

Ne voulant surtout pas réagir à chaud à l'assassinat du chef de l'Etat haïtien, j'ai décliné les sollicitations des journalistes. Réagir à chaud, c'est souvent amputer un événement de ses causalités profondes. A travers les inévitables raccourcis par lesquels on traite les informations qui font la « une », on finit par alimenter, malgré soi, le réservoir abyssal des clichés et préjugés. Et quand un événement aussi spectaculaire s'est déroulé dans un pays comme Haïti, la tentation est encore plus grande de se retourner vers l'abyme des poncifs.



Parce qu'Haïti, plus que tout territoire, a cette capacité d'affoler le logos de qui ne veut ou ne peut pas sortir de sa zone de confort intellectuel, tant cette île est à la fois emblématique, récalcitrante et dérangeante. Or, qui n'a pas saisi la place qu'a tenue Haïti dans cette modernité, ce modèlemonde dominant dans sa genèse, son déploiement transatlantique, ne verra dans ces événements que du feu, à savoir encore un coup d'Etat, encore la pauvreté, encore du sang et, par-dessus tout, encore ces nègres.

Il faut toujours rattacher les événements d'Haïti à un incontournable faisceau d'explications qui tient en quelques points : son impensable indépendance en 1804 (battant en brèche l'esclavage, le colonialisme et le capitalisme naissant) au moment où les puissances occidentales s'apprêtaient à consolider leur empire mondial au XIXe siècle. Indépendance qui faisait d'elle le premier pays du Sud, donc le moule et la matrice (je ne le dirai jamais assez) des relations Nord-Sud.

Elle en connaîtra avant les autres tous les avatars : mise en quarantaine (on dirait aujourd'hui embargo) décidée par toutes les puissances colonialistes de l'époque, paiement d'une indemnité aux anciens colons français de Saint-Domingue pour pouvoir sortir d'une quarantaine de vingt ans. Ce qui a grevé son démarrage d'une lourde hypothèque et l'a entraînée, du même coup, pieds et mains liés dans la spirale d'une dette qu'elle ne finira de payer qu'au milieu du XXe siècle. Haïti a pourtant, durant cette difficile période de quarantaine, aidé Bolivar à libérer cinq pays d'Amérique latine et même la Grèce à arracher son indépendance.

#### Politique des grandes puissances

Laurent Dubois dans Les Vengeurs du Nouveau Monde (Les Perséides, 2006) rapporte que, déjà en 1801, dans une conversation avec le représentant de la France et de l'Angleterre autour de l'éventuelle indépendance de Saint-Domingue, le président américain Jefferson (1743-1826) définit pour l'Empire les conditions dans lesquelles le futur Etat, mauvais exemple pour les pays esclavagistes de la région, devrait exister. « Il suffit de ne pas permettre aux Noirs de posséder des navires. » En un mot, Haïti pourra exister comme un grand village de marrons, il n'est pas question de l'accepter dans le concert des nations. Mais cela fait longtemps tout de même, me direz-vous. Et depuis ? Hélas, l'esprit, et même la lettre du propos ont perduré et justifié une politique des grandes puissances durant tout le XIXe siècle jusqu'à nos jours.

Un très récent président démocrate américain[Bill Clinton], fidèle au projet de Jefferson, a qualifié Haïti, sans sourciller, d'arrière-cour (là où on jette les déchets) et le dernier président républicain en date [Donald Trump], les yeux secs, l'a placée plus bas que l'arrière-cour, la désignant comme un « shit hole », des latrines (là où on soulage ses intestins). Le premier a, entre autres, tué la production rizicole dans les années 2000, en imposant une ouverture du marché haïtien au riz américain subventionné, donc bien moins cher. Le second a monnayé le vote haïtien contre le Venezuela, en échange d'un soutien inconditionnel au régime autoritaire du président défunt. Mais comment tout cela a-t-il été possible, me direz-vous? Eh bien, ça l'a été grâce à la complicité des secteurs politiques et économiques qui se sont relayés au pouvoir depuis cette indépendance.

Au départ des colons s'opère un double glissement qui se traduit par deux modes d'occupation du territoire. L'ensemble majoritaire des Bossales, hommes et femmes fraîchement arrivés d'Afrique, refusera de manière radicale le système de la plantation et la logique économique libérale. Durant tout le XIXe siècle, une culture originale va se construire avec sa cohérence en consolidant une langue, une religion, le lakou [l'habitation commune] comme espace



communautaire de base, une agriculture diversifiée de jardins, la gestion et le partage du peu. Une culture qui se mettra donc à l'abri des prémices du projet néocolonial. Le milieu rural étant d'ailleurs désigné, dans le langage courant, comme « le pays en dehors .

#### Paysannerie appauvrie

L'autre ensemble minoritaire des Créoles rassemble les dirigeants et tous ceux qui assument l'héritage colonial depuis l'indépendance, à savoir, entre autres, la langue française et la religion catho lique, les fondements juridiques. Même quand ces deux cultures ne cesseront de se côtoyer, le chaos trouve son origine dans la non-adéquation du modèle d'Etat des Créoles, relais de l'international, dans lequel l'existence du Bossale, comme le précise si bien le sociologue Jean Casimir, n'est ni concevable ni désirable. Une négociation s'avère aujourd'hui indis pensable pour tenter de combler ce séculaire déficit de communauté.

C'est l'un des enjeux majeurs de cette crise. Beaucoup des luttes, depuis le XIXe siècle, trouvent leur origine dans cette coupure-là. La succession des crises internationales et internes au XXe siècle a de plus en plus affaibli les institutions, renforcé, dès 2010, une défiance séculaire, et appauvri la paysannerie, qui s'est retrouvée en ville sans aucune structure d'accueil. Les forces mafieuses mon diales et locales, profitant de cette faiblesse des institutions, les ont phagocytées. Le licite et l'illicite ont fini par se confondre, érigeant la corruption en mode de gouvernance. Et ont certainement conduit à l'assassinat spectaculaire du président Jovenel Moïse.

Quant à l'aide évoquée par certains, telle que conçue, elle pervertit ceux qui donnent comme ceux qui reçoivent. Une part substantielle retourne en effet au donateur tandis que le bénéficiaire s'installe dans une dépendance dan gereuse, quand l'aide n'alimente pas tout simplement la corruption des deux côtés (quelques organisations, Dieu merci, échappent à ce modèle). L'aide d'après le séisme en 2010 est une matérialisation exceptionnelle de ce dysfonctionnement.

Avec l'urbanisation accélérée, la centralité de la langue créole dans les nombreux médias, les réseaux sociaux, une jeunesse, avide de faire enfin citoyenneté, communauté et souveraineté face à l'international, se réclame désormais du « pays du dedans » avec les droits y afférant. C'est ce jeune et nouveau « pays du dedans » qui, mains nues, réfractaire, résistant, a mis en échec le projet de référendum inconstitutionnel soutenu par l'international. Et ce, malgré les graves assauts contre l'architecture sym bolique, comme le souligne le jeune philosophe Edelyn Dorismond, et en dépit des massacres orchestrés par des gangs instrumentalisés par les puissants, les emprisonnements et l'épuisement de beaucoup.

Cette jeunesse s'apprêtait à faire de même pour des élections largement contestées mais soutenues, elles aussi, par l'international. Face à de tels obstacles, faire communauté et citoyenneté demandera de l'opiniâtreté et du temps. Beaucoup de temps. Et la construction d'une offre et d'une représentation politiques nouvelles. Rien ne semble gagné d'avance.

Nous devons, nous Haïtiens et Haïtiennes, nous préserver des narrations réductrices dont la nocivité consiste à nous piéger dans des affects tristes, pour répéter Gilles Deleuze. Il nous arrive et il nous arrivera, en effet, d'être tristes, d'avoir peur, de perdre espoir, mais sachons, à la lumière de l'histoire, faire une grande place à la lucidité, à la force, et puiser dans la joie coutumière. Ne nous laissons pas vaincre deux fois.

Et contrairement à ce qui est véhiculé dans les médias internationaux ou même nationaux, il y a des projets qui fonctionnent comme un projet communautaire écologique dans la région du bas



Nord-Ouest, un projet de parc multifonctionnel dans un quartier populaire difficile de Port-au-Prince, des projets artistiques, agricoles, d'université performante, d'écoles modèles novatrices. Tous ces projets ont pour dénominateur commun le fait d'avoir su intégrer la population dans leur démarche. Contrairement aux malheurs, ils se déploient loin du bruit et de la fureur.

Dans le récit Failles (Sabine Wespieser, 2010), que j'ai écrit à la suite du tremblement de terre, je me suis, tout au long des pages, demandé comment écrire sans « exotiser » le malheur. Refusons le déni mais ne versons ni dans l'autoflagellation ni dans le malheur comme fonds de commerce. Parce que si malheur il y a, il n'est pas uniquement celui d'Haïti, il est celui du premier monde, du deuxième, du tiers et du quart-monde. Il est le malheur de notre modèle-monde dominant. Il n'est pas exotique, il est le malheur de tous.



# L'ONU «extrêmement préoccupée» par la situation humanitaire au Tigré

Le Devoir - 2021-07-23

Par : Agence France-Presse

https://www.ledevoir.com/monde/afrique/620190/l-onu-extremement-preoccupee-par-lasituation-humanitaire-au-tigre

L'Organisation des Nations unies (ONU) s'est déclarée vendredi « extrêmement préoccupée » par la situation humanitaire dans la région du Tigré, au nord de l'Éthiopie, où le manque critique de nourriture et autres denrées se fait gravement ressentir.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies a requis un accès total au Tigré pour permettre la distribution de l'aide à près de 4 millions de personnes en grave insécurité alimentaire et nécessitant une aide d'urgence.

- « Le PAM est extrêmement inquiet », a confié vendredi à la presse le porte-parole de l'organisation, Tomson Phiri.
- « L'aide humanitaire dans la région continue d'être entravée par une large insuffisance de nourriture et des denrées de base, des moyens de communication limités et une logistique commerciale inexistante », a-t-il précisé.
- M. Phiri a indiqué que le PAM avait ces derniers mois délivré une aide alimentaire à plus de 730 000 personnes des régions du sud et du nord-ouest du Tigré.

Ce chiffre inclut 40 000 personnes du district de Zana, que l'aide alimentaire a pu atteindre pour la première fois.

L'agence espère pouvoir atteindre 80 000 personnes supplémentaires dans le Nord-Ouest dans les prochains jours.

« Quand ce sera fait, les stocks de nourriture dans le Nord-Ouest seront probablement à court », a indiqué M. Phiri.

Les habitants du district de Zana « ont été complètement isolés et vivent dans des conditions désespérées », a-t-il poursuivi.

« Ce sont des personnes qui ont été déplacées et qui sont désormais réfugiées dans des écoles et des abris de fortune », a-t-il dit.

Le premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, prix Nobel de la Paix en 2019, a envoyé l'armée fédérale au Tigré en novembre 2020, après des mois de tensions, pour destituer les autorités régionales. Il les accusait d'attaques contre des camps de l'armée fédérale ordonnées par le TPLF, parti qui a dominé le pouvoir en Éthiopie pendant trois décennies.

M. Abiy a proclamé la victoire fin novembre après la prise de la capitale régionale Mekele. Mais les combats ont continué, et récemment tourné en défaveur d'Addis Abeba. Le 28 juin, les rebelles ont repris Mekele, puis une grande partie du Tigré les jours suivants.



M. Phiri a annoncé qu'un convoi du PAM composé de plus de 200 camions transportant de la nourriture et des denrées essentielles était stationné en Éthiopie, prêt à partir pour le Tigré dès que les conditions de sécurité seraient assurées.

« Le PAM renouvelle son appel à un accès rapide, libre et total au Tigré pour aider les millions de personnes dans le besoin vital d'une aide alimentaire », a-t-il déclaré.

Il a précisé que l'objectif du PAM était d'atteindre 2,1 millions de personnes à risque au Tigré.

M. Phiri a souligné que d'après les projections, plus de 400 000 personnes pourraient souffrir de famine critique à partir du mois de juillet.



Actualité à surveiller



# Rien à signaler